

Art. 5. - L'agrément est accordé pour une durée d'un an à compter de sa notification à l'association.

Il est renouvelable tacitement sur production trois mois avant son expiration d'un rapport d'activité.

Art. 6. - L'association ne doit pas, sous peine de retrait de l'agrément :

- opérer de prêts de main-d'œuvre pour la réalisation d'activités autres que celles autorisées,
- manquer aux engagements qu'elle a pris,
- modifier le contenu ou les modalités de l'action définie à l'article 2 sans l'approbation du Président de l'Assemblée de Province.

Art. 7. - Le présent arrêté notifié à l'intéressé.

Pour le Président
et par délégation :
Le Deuxième Vice-Président,
Pierre BRETEGNIER

Arrêté n° 1393-93/PS du 16 septembre 1993 portant classement au titre des monuments historiques de l'Eglise d'Ouara à l'Ile Ouen

Le Président de l'Assemblée de la Province Sud,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu la délibération n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 relative à la protection et à la conservation du patrimoine dans la Province, modifiée en son article 15 par la délibération n° 69-90/APS du 8 juin 1990 ;

Vu l'avis émis par la commission des sites et monuments historiques de la Province Sud en sa séance du 4 décembre 1992 ;

Considérant l'avis favorable émis par le conseil des anciens de l'Ile Ouen, propriétaire de l'Eglise d'Ouara, sur la mesure de protection envisagée,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Conformément aux dispositions de la délibération n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 susvisée, le bâtiment de l'Eglise d'Ouara de l'Ile Ouen, édifié sur la parcelle n° 4 d'une superficie de 23 ha 25, dépendant de la Réserve Indigène affecté par arrêté n° 147a du 26 janvier 1900, dont les limites sont matérialisées par des hachures sur le plan de situation ci-annexé, est classé au titre des monuments historiques.

Art. 2. - Conformément aux dispositions de l'article 13 de la délibération susvisée, les immeubles et meubles, objet du présent arrêté, ne peuvent être détruits ou déplacés, ni faire l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque sans l'autorisation du Président de l'Assemblée de la Province.

Art. 3. - Le présent arrêté prononçant le classement du monument visé à l'article 1 ci-dessus, sera transcrit à la conservation des hypothèques.

Art. 4. - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire du bâtiment.

Pour le Président
et par délégation :
Le Premier Vice-Président,
Pierre FROGIER

Arrêté n° 3685 du 28 septembre 1993 modifiant l'arrêté n° 1934/90/P/DE du 13 juillet 1990 créant le service interurbain de transport public en commun Mont-Dore (Mourange) - Nouméa et fixant l'itinéraire et les horaires de ce service

Le Président de l'Assemblée de la Province Sud,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu la délibération n° 234 du 30 juin et 1^{er} juillet 1965 portant réglementation des transports en commun ;

Vu l'arrêté n° 1934/90/P/DE du 13 juillet 1990 créant le service interurbain de transport public en commun Mont-Dore (Mourange) - Nouméa ;

Vu l'avis de la commission des transports terrestres de la Grande Terre du 17 août 1993,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'article 2 de l'arrêté n° 1934/90/P/DE du 13 juillet 1990 est modifié comme suit :

1°) Du lundi au vendredi :

- départ de Mourange :

4 h 50 - 6 h 50 - 10 h 50 - 12 h 50 - 14 h 50 - 16 h 50.

- départ de Nouméa :

5 h 50 - 9 h 50 - 11 h 50 - 13 h 50 - 15 h 50 - 17 h 50.

2°) Le samedi :

- départ de Mourange :

5 h 30 - 7 h 15 - 9 h 00 - 11 h 00 - 12 h 45 - 15 h 40.

- départ de Nouméa :

6 h 30 - 8 h 15 - 10 h 15 - 12 h 00 - 14 h 50 - 16 h 50.

3°) Dimanches et jours fériés :

- départ de Mourange :

6 h 30 - 8 h 30 - 16 h 00.

- départ de Nouméa :

7 h 45 - 10 h 45 - 17 h 00.

Art. 2. - Le présent arrêté sera notifié au transporteur concerné, transmis au Commissaire Délégué de la République.

Pour le Président de l'Assemblée de la Province Sud,
et par délégation :
Le Directeur de l'Équipement
H. CHATELAIN

Décision n° 1389-93/PS du 16 septembre 1993 ouvrant une enquête relative au captage souterrain d'une partie des eaux de la rivière "Dumbéa" par la commune de Nouméa

Le Président de la Province Sud,